



Philibert Tsiranana, premier Président de la République de Madagascar (1958-1972)

Décidément, Marc Ravalomanana est entré dans la spirale infernale d'une logique qui ne le mènera nulle part. Il n'y a pas de « *on verra* ». Il s'est condamné par ses propres manigances de très bas étage axé sur l'argent. Son « *retour* »

n'était qu'une séquence d'un mauvais film issu d'un esprit torturé par ses propres crimes qu'il ne veut pas admettre.

Qu'il soit entouré de nullards ou que ce soit lui-même qui brille par une mauvaise foi manifeste, il était impossible qu'il n'ait pas été au courant de la feuille de route révisée par Joachim Chissano lui-même, distribuée aux principaux intéressés le 16 février 2011. Dans sa visioconférence en malgache (17 février), il a expliqué qu'il s'agissait d'une feuille de choux écrite par Leonardo Simao tout seul et qu'il n'avait rien fait de mal dans son pays. Ayant pris ses supporters pour des enfants attardés -et c'est bien le drame de ce pays- il a brandi des pochettes de billets d'avion pour faire croire que ça y est : je suis toujours le président de Madagascar et rien ne pourra m'empêcher de rentrer. Entre-temps, le *Notam (Notice for air men)*) avait été transmis à l'Oaci (Organisation de l'aviation civile internationale), le 18 février, c'est-à-dire la veille de son supposé retour. Dire qu'il n'était pas au courant alors que cette information était publiée dans Midi Madagasikara, le matin du 19 février, c'est du mensonge à l'état pur.

Cela ne l'a pas empêché de se rendre à l'aéroport Oliver Tambo de Johannesburg où, comme par hasard, l'attendaient des journalistes de la presse internationale, venus faire un « *scoop* ».

« Vous voyez, ce n'est que maintenant que le pouvoir illégal a fait ce Notam signé de Ratsirahonana Wilfrid Mamonjisoa, (Dg de l'aviation civile de Madagascar.) Je suis choqué. Des centaines de milliers de Malgaches attendent mon retour à Ivato ».

La version de

« Maman, j'ai raté l'avion »,

style Ravalomanana. Et c'est encore choqué qu'il organise, après, un autre point de presse, en anglais cette fois-ci, où est mis en exergue le nombre de ses partisans. Mais bien que se prétendant toujours président de Madagascar, le pouvoir

« illégal »

a eu le pouvoir de l'empêcher d'embarquer dans tout avion à destination de Madagascar. Pour une durée de trois mois.

Comment ne pouvait-il pas être au courant de ce genre d'interdiction appliquée universellement, lui qui a empêché, par deux fois, l'avion amenant Pierrot Rajaonarivelo d'atterrir sur le sol malgache, en 2006 ? Aujourd'hui, en décortiquant tout cela, il va de « choc » en « choc »

. Selon une dépêche de l'Afp, le 22 février 2011, c'est

« très en colère qu'il a sollicité un rendez-vous avec l'ancien président mozambicain et médiateur de la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC) Joachim Chissano, qu'il a rencontré mardi à Maputo, la capitale mozambicaine »

. Il n'a jamais été

« invité »,

contrairement aux assertions de certains fanatiques qui n'étaient même pas sur place. Il aurait indiqué à Chissano son besoin de rentrer

« pour participer et promouvoir le dialogue malgacho-malgache recommandé par la Sadc »

. Que c'est important pour lui d'être sur place pour négocier afin qu'il y ait un vrai dialogue.

Chissano a du bien être gêné aux entournures. Car n'a-t-il pas agréé l'article 15 de la feuille de route qu'il a lui-même révisé, et qui stipule :

15. Marc Ravalomanana ne devrait pas rentrer à Madagascar jusqu'à l'instauration d'un climat politique et de sécurité favorable dont l'appréciation relèvera de la compétence souveraine et exclusive du futur Gouvernement à l'issue des élections. Le Président, le Gouvernement et l'ensemble de l'administration de la transition prennent l'engagement de veiller à la protection de la famille et des biens de Marc Ravalomanana. En échange, il doit s'engager à s'abstenir de toute action déstabilisatrice au cours de la transition.

Cela, après deux ans de vacances sud-africaines, ponctuées d'actions terroristes à distance,

sans que n'existe un droit de réserve de la part du pays hôte. Parce qu'il y a beaucoup investi sans doute.

Par quel miracle pourra-t-il faire changer Chissano d'avis ? En le corrompant encore plus ? Lui qui est déjà mêlé à des histoires d'argent de drogue qui ont fait le tour du monde. Il n'a aucun intérêt à sortir de la pénombre, surtout qu'il avait déjà été soupçonné d'avoir reçu des millions de Ravalomanana. Ce 24 février 2011, voici un passage publié dans La Gazette de la Grande Île : « *Il semble que c'est ce jour-là seulement (22 février) que l'ancien président de la République a pu avoir la version corrigée de la feuille de route qui date pourtant du 16 février. Ses fidèles, Mamy Rakotoarivelo, Manandafy Rakotonirina, Hanitra Razafimanantsoa, ne lui auraient fourni que des bribes de la proposition de sortie de crise. Ces assertions confirment-elles les rumeurs lesquelles les proches de M. Ravalomanana lui-même, seraient contre son retour au pays ? Sinon, est-ce une nouvelle manœuvre pour gagner un peu plus de temps ?* » . Évidemment qu'il cherche à gagner du temps. Pour quoi faire encore ? Faire passer des messages style radion'ny gasy du 19 février ? Ce même jour, 24 février, Midi Madagasikara met à sa Une un titre irréaliste sinon irréalisable : « *Sommet des 4 à Madagascar avec Chissano* »

. Il faut vraiment applaudir cette ténacité à défendre Ravalomanana, de la part d'un quotidien appartenant à Mamy Rakotoarivelo. Alors que ce dernier fait donc partie des fidèles qui ne lui ont pas transmis cette feuille de route et l'article 14. Depuis, ils sont tous devenus muets, terminée la grande gueule. Ils attendent les « *directives* » de qui on sait. Ah bon ?

L'entêtement de Marc Ravalomanana se base uniquement sur le nombre de personnes venues à Ivato le 19 février. Personnellement, je peux affirmer que si on réunissait tous les partisans de feu le Président Philibert Tsiranana, à travers toute l'île, le nombre des enfants de « *Dada* » venus à Ivato serait multiplié par cent. Même moi je l'aimais bien Dadabe Tsiranana. Et je lui pardonne d'avoir tiré sur nous, étudiants, le 13 mai 1972. De toute façon il est décédé. Mais, même après tout ce temps, le Parti social démocrate (Psd) est toujours vivace dans les régions où Ravalomanana n'a jamais mis les pieds. Antananarivo n'est pas Madagascar. Ceux qui parlent de " *centaines de milliers de partisans*"

n'étaient pas sur les lieux. Et ce ne sont pas des vidéos ou des photos bien recadrées qui changeront quoi que ce soit au fait que les pro-Ravalomanana sont devenus une minorité, à l'heure actuelle. Par la faute de qui ? Les plus imbéciles dans cette histoire, ce sont ces pays qui se disent puissants et qui se laissent tourner en bourrique par un « *has been* ».

Mais à y voir plus près, leur hypocrisie est calculée. Pourquoi, en effet, appuyer le peuple d'un pays qui ne produit pas lui-même son pétrole, ses pierres précieuses, ses minerais stratégiques ?

C'est autre chose qu'au Niger où l'uranium est exploité par le Canada, la France et l'Allemagne. C'est autre chose que la Tunisie où la peur de voir les frères musulmans au pouvoir est grande. C'est autre chose que l'Égypte qui est un allié d'Israël. C'est autre chose que la Lybie, pays producteur de pétrole dont le prix du baril va grimper, hélas. Et, à ce rythme, à Madagascar, ça va finir par subir la même chose comme en Iran, envahie, alors que, jusqu'ici, aucune usine d'armes de destruction massive n'a jamais été découverte. Car, la force des mensonges devient vérité et tant pis si George Bush junior reçoit des chaussures à la figure. Après. En prime, étant donné que le peuple malgache n'a jamais démontré aucune détermination pour faire savoir ce qu'il veut vraiment, à part penser à vivre au jour le jour, séquelles de la révolution socialiste de Didier Ratsiraka, il est temps pour Andry Rajoelina de démontrer qu'être patient ne veut pas dire être passif. Un peuple, comme celui de Madagascar, ne peut rien faire pour lui-même ni par lui-même. C'est une vérité vraie. Il a besoin de leader

(« *mpitarika* »).

C'est comme ces gens qui vont traverser une rue dans un passage protégé. Ils attendent que l'un d'eux fasse le premier pas pour suivre le mouvement, mais sont, par la suite, les plus critiques pour un rien qui bouleverserait leur quotidien, sans songer plus loin. Les révolutions de 1972, 1991 et 2002, n'ont strictement servies à rien, de la part d'un peuple mal éduqué intentionnellement donc brimé, amnésique, amorphe, malléable et corvéable à souhait. Ces faiblesses ont toujours fait la force des puissances coloniales. Sinon, un tout petit pays comme le Portugal n'aurait jamais pu coloniser les vastes pays d'Amérique latine et une partie de l'Afrique orientale (Angola, Mozambique) où tout le monde parle Espagnol ou... portugais.

La patience a des limites. Que Ravalomanana se place dans les rangs des opposants une bonne fois pour toutes. Et l'opposition fait partie de la démocratie. Car le monde rit de ses manières très ridicules : parler de pouvoir « *illégal* » mais vouloir diriger en commun la période de transition vers des élections. Non ! Ravalomanana veut se porter candidat à la présidence comme si tous les événements de 2009 et 2010 n'avaient jamais existé. L'impunité portée au summum du sublime grâce à l'amnistie. Et il y a des Malgaches qui trouvent ça normal, tellement ils ont été habitués à vivre aux crochets d'un

« *riche* ».

Mais combien sont-ils exactement ? Pour le savoir, c'est simple : signez la feuille de route avec ou sans

« *Dada* »

et allez aux élections le plus vite possible. Le peuple malgache décidera, comme l'a si bien dit Henri de Raincourt, de qui il veut pour le diriger. Le reste n'est que perte de temps. Ce qui fait le jeu des grandes puissances de ce monde, en majorité anciens pays colonisateurs, qu'on le veuille ou non. Mais dans nos contrées, qu'est-ce que le temps ? Ah, si on pouvait ressusciter Philibert Tsiranana, ne serait-ce qu'une journée... Tous les Malgaches redeviendraient Psd. Alors ? Lorsque les Malgaches pencheront plus sur leur culture orientale

(« *Tandrefana* »)

qu'occidentale

(« *Tatsinanana* »),

alors là, je serais déjà mort. Mais déjà, le riz à moindre coût vient de Birmanie. Très loin, en...
Orient. Un bon signe de réelle coopération économique sud-sud.

Jeannot RAMAMBAZAFY – 24 février 2011